



les archives en ligne  
SUR [www.cg90.fr](http://www.cg90.fr)

Archives départementales  
du Territoire de Belfort

4, rue de l'Ancien Théâtre  
90020 Belfort  
Tél. 03 84 90 92 00

ISBN 2 - 86090 - 011 - x

partageons  
nos passions  
dans le  
Territoire



# SUR LA PISTE DE SES ANCÊTRES

généalogie &  
histoires familiales

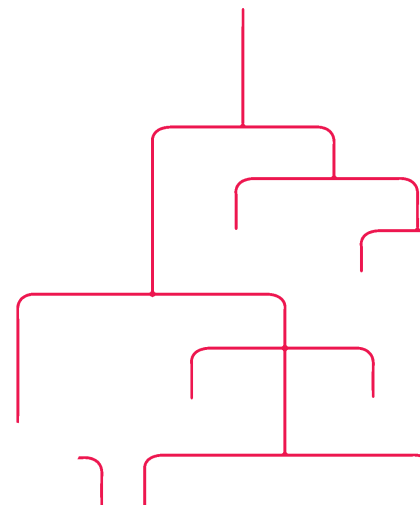
partageons  
nos passions  
dans le  
Territoire





SUR LA PISTE  
DE SES ANCÊTRES

généalogie &  
histoires familiales





# PRÉFACE

Dans un monde qui peut être perçu comme plus complexe, plus individualiste, beaucoup de nos concitoyens se lancent dans la quête de leurs racines et dans la recherche généalogique. Même si cela commence d’abord par la collecte des souvenirs familiaux et des albums de photographies personnelles, le Conseil général devient rapidement un auxiliaire précieux dans cette quête par son service d’Archives départementales.

En effet, les Archives départementales ne sont pas que des masses de dossiers administratifs qui peuvent paraître de prime abord un peu rébarbatifs. Rangés dans des milliers de boîtes alignées sur des kilomètres, ces dossiers, ces papiers sont le reflet de la vie de nos ancêtres : chacun peut y trouver des bribes du passé familial. Les Archives départementales sont le réceptacle où sont conservés depuis le Moyen-âge les milliers de traces laissées par ceux qui nous ont précédés.

Le passé n’est pas forcément poussiéreux, il peut de nos jours s’appuyer sur les technologies modernes de l’Internet. Ainsi cet automne le Conseil général va mettre à la disposition du plus grand nombre sur son site internet, les actes de naissance, de mariage et de décès dans le département

depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu’à 1900, mais aussi les recensements de population de chaque commune de 1836 à 1931, les plans des villages dressés en 1760-61, le cadastre, les fiches matricules des conscrits du XIX<sup>e</sup> siècle et la collection de cartes postales des villages du Territoire de Belfort.

Mais la richesse des fonds des Archives départementales ne se limite pas à ces documents mis en ligne, la vie de nos ancêtres se dévoile à travers bien d’autres sources comme le démontre cette exposition. Impossible de se priver des archives notariales pour mieux connaître la vie quotidienne de nos aïeux et de bien d’autres fonds plus étonnants qui nous en apprennent beaucoup sur ces vies passées.

Retracer la mémoire des hommes et femmes qui furent nos prédécesseurs sera donc plus facile désormais, grâce à ce nouveau service que le Conseil général offre à nos concitoyens en mettant en ligne une partie de la mémoire collective. Mais la recherche obstinée de ses aïeux ne pourra se passer du plaisir de consulter les dossiers et photographies conservés aux Archives départementales du Territoire de Belfort.

**Yves Ackermann**  
Président du Conseil général du Territoire de Belfort

# SOMMAIRE

De la généalogie en général	p. 7
Généalogie et histoires familiales au XXI <sup>e</sup> siècle	p. 8
Entre vie publique et vie privée	p. 9
La source de référence : l’état civil	p. 10
Le calendrier républicain	p. 11
L’acte de naissance	p. 12 / 13
L’acte de mariage	p. 14 / 15
L’acte de décès	p. 16 / 17
Les registres paroissiaux	p. 18
L’acte de baptême	p. 19
L’acte de mariage	p. 20
L’acte de sépulture	p. 21
Les recensements de population	p. 22 / 23
Les registres matricules	p. 24 / 25
Le notariat	p. 26
L’enregistrement et les hypothèques	p. 27
Les sources judiciaires	p. 28 / 29
Les registres d’érou	p. 30
Les dossiers de surveillance policière	p. 31
Les dossiers de personnel	p. 32 / 33
Un ancêtre juif avant la Révolution	p. 34 / 35
Un ancêtre venu de l’étranger	p. 36 / 37
Les dossiers de naturalisation	p. 38 / 39
Un ancêtre alsacien	p. 40 / 41 / 42 / 43
Votre arbre généalogique	p. 44 / 45







**GÉNÉALOGIE**

## ET HISTOIRES FAMILIALES AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE

L'intérêt et le goût pour la généalogie se développe et touche toutes les couches de la population au XX<sup>e</sup> siècle. L'éloignement des racines et du berceau géographique de la famille après l'exode rural a conduit de nombreux citadins à partir à la recherche de leurs ancêtres dans les années 1960-70. Et depuis la demande s'est faite de plus en plus forte de tout un chacun auprès des archives communales et départementales.

Ce n'est pas que dans les registres de l'état civil que se trouve enfouie la mémoire de nos aïeux. En effet, toutes les archives conservées dans les dépôts d'Archives départementales portent une trace parfois infime, parfois très parlante de la vie des femmes et des hommes qui ont vécu dans le département.



*Un des magasins du dépôt des Archives départementales  
du Territoire de Belfort*

ENTRE VIE PUBLIQUE

## ET VIE PRIVÉE

Même si comme le rappelait Jules Michelet  
*« ces papiers ne sont pas des papiers mais des vies  
 d'hommes, de provinces, de peuples... tous vivaient  
 et parlaient »*, ôter la poussière de documents peu  
 consultés, exhumer ces vies de femmes et d'hommes  
 jusque là bien oubliées sur les travées d'un dépôt  
 d'archives ne va pas sans poser la question de la limite  
 entre le droit à l'information, la quête historique  
 et familiale et le respect de la vie privée qu'a chaque  
 citoyen en France.

C'est pourquoi depuis 1979, la loi limite l'accès aux archives en fonction des informations contenues dans les dossiers archivés. Ces limites de communicabilité ont été revues et plutôt assouplies en juillet 2008 lors du vote d'une nouvelle loi sur les archives publiques.

Ces délais de communicabilité peuvent aller de 25 à 120 ans selon le type d'information à protéger.

	DÉLAIS DE COMMUNICABILITÉ
DOCUMENTS MÉDICAUX - - - - -	120 ANS APRÈS LA NAISSANCE OU 25 APRÈS LE DÉCÈS
ACTE DE NAISSANCE - - - - -	75 ANS
ACTE DE MARIAGE - - - - -	75 ANS
ACTE DE DÉCÈS - - - - -	IMMÉDIATEMENT
MINUTES NOTARIALES - - - - -	75 ANS
STATISTIQUES GÉNÉRALES - - - - -	25 ANS
DONNÉES STATISTIQUES PERSONNELLES - - - - -	75 ANS
DOSSIERS DE JUSTICE ET ENQUÊTES DE POLICE JUDICIAIRE - - -	75 ANS
ENQUÊTES ET DOSSIERS DE JUSTICE CONCERNANT DES MINEURS - -	100 ANS
PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE - - - - -	50 ANS
DOCUMENT PORTANT UN JUGEMENT DE VALEUR SUR UN INDIVIDU - -	50 ANS
SURETÉ DE L'ÉTAT ET SÉCURITÉ PUBLIQUE - - - - -	50 ANS
DOSSIER DE PERSONNEL - - - - -	50 ANS



## LA SOURCE DE RÉFÉRENCE

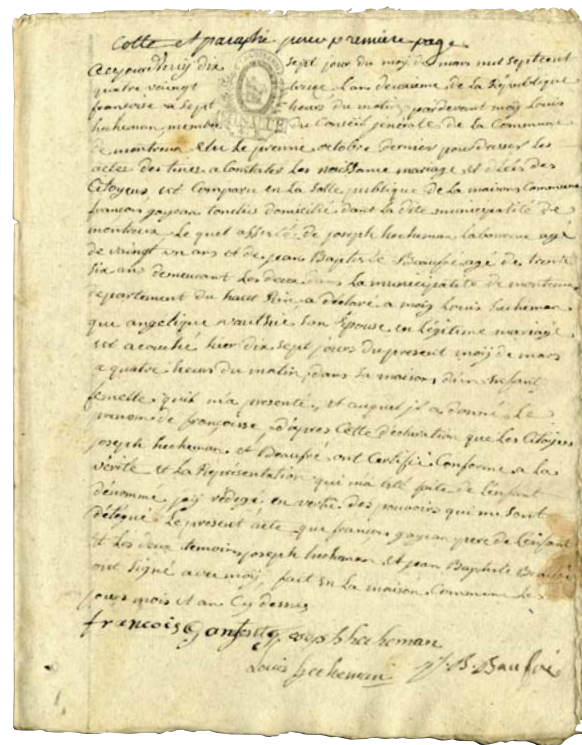
### L'ÉTAT CIVIL (SOUS SÉRIE 1 E)

La source première pour commencer ses recherches en histoire familiale c'est d'abord la mémoire vive de la famille. Interroger les membres de sa famille permet de reconstituer un premier branchage de l'arbre généalogique. Cette mémoire orale est parfois partielle, incomplète et peut même être volontairement faussée. Il faut donc la confronter aux sources officielles : les registres de l'état civil.

L'état civil tenu dans les mairies est une création de la Révolution française. Le décret du 20 septembre 1792 confie aux officiers municipaux la tenue de trois registres en double exemplaires pour y inscrire les naissances, les mariages et les décès. À la fin de l'année civile un des deux exemplaires est déposé au greffe du tribunal d'instance.



Mairie de Montreux-Châteaux  
ADTB 7 fi 2117



Premier registre d'état civil  
de la commune de Montreux-Château, 1793  
ADTB 1 E 71 N 1

## LE CALENDRIER

### RÉPUBLICAIN

Petite difficulté pour les recherches comprises entre septembre 1793 et 1805 : le calendrier officiellement utilisé par les fonctionnaires de l'État, donc pour la rédaction des actes d'état civil, est le calendrier républicain.

Dans un souci de tourner la page avec l'Ancien régime, de laïcisation du temps et de cohérence avec la réforme décimale des poids et mesures, la Convention nationale décide de mettre en place un nouveau comput du temps qui prend effet par décret le 24 novembre 1793.

( 76 )		( 77 )	
AN XI. --- 1802 et 1803.		AN XI. --- 1803.	
FEVRIER, Novembre.	NOVEMBRE, Décembre.	PLUVIOSE, Janvier.	VENTOSE, Février.
1 Lundi, 21	1 Mercredi, 22	1 Vendredi, 21	1 Dimanche, 20
2 Mardi, 22	2 Jeudi, 23	2 Samedi, 22	2 Lundi, 21
3 Mercredi, 23	3 Vendredi, 24	3 Dimanche, 23	3 Mardi, 22
4 Jeudi, 24	4 Samedi, 25 Noël.	4 Lundi, 24	4 Mercredi, 23 Les Cendres
5 Vendredi, 25	5 Dimanche, 26 » Epiphanie.	5 Mardi, 25	5 Jeudi, 24 » Mathias.
6 Samedi, 26	6 Lundi, 27 » Jean.	6 Mercredi, 26	6 Vendredi, 25
7 Dimanche, 28 Avenir.	7 Mardi, 28 Les Innocents.	7 Jeudi, 27	7 Samedi, 26
8 Lundi, 29	8 Mercredi, 29	8 Vendredi, 28	8 Dimanche, 27 1 <sup>er</sup> du carême.
9 Mardi, 30 » André.	9 Jeudi, 30	9 Samedi, 29	9 Lundi, 28
10 Mercredi, 31	10 Vendredi, 31 » Sylvestre.	10 Dimanche, 30	10 Mardi, 29
11 Jeudi, 1	11 Samedi, 1 Janvier, 1803.	11 Lundi, 31	11 Mercredi, 30
12 Vendredi, 2	12 Dimanche, 2	12 Mardi, 1 Février.	12 Jeudi, 31
13 Samedi, 3	13 Lundi, 3	13 Mercredi, 2 La Purification	13 Vendredi, 1
14 Dimanche, 4	14 Mardi, 4	14 Jeudi, 3	14 Samedi, 2
15 Lundi, 5	15 Mercredi, 5	15 Vendredi, 4	15 Dimanche, 3 2 <sup>e</sup> du carême.
16 Mardi, 6	16 Jeudi, 6 Les Rois.	16 Samedi, 5	16 Lundi, 4
17 Mercredi, 7	17 Vendredi, 7	17 Dimanche, 6	17 Mardi, 5
18 Jeudi, 8	18 Samedi, 8	18 Lundi, 7	18 Mercredi, 6
19 Vendredi, 9	19 Dimanche, 9	19 Mardi, 8	19 Jeudi, 7
20 Samedi, 10	20 Lundi, 10	20 Mercredi, 9	20 Vendredi, 8
21 Dimanche, 11	21 Mardi, 11	21 Jeudi, 10	21 Samedi, 9
22 Lundi, 12	22 Mercredi, 12	22 Vendredi, 11	22 Dimanche, 10 3 <sup>e</sup> du carême.
23 Mardi, 13	23 Jeudi, 13	23 Samedi, 12	23 Lundi, 11
24 Mercredi, 14	24 Vendredi, 14	24 Dimanche, 13	24 Mardi, 12
25 Jeudi, 15	25 Samedi, 15	25 Lundi, 14	25 Mercredi, 13
26 Vendredi, 16	26 Dimanche, 16	26 Mardi, 15	26 Jeudi, 14
27 Samedi, 17	27 Lundi, 17	27 Mercredi, 16	27 Vendredi, 15
28 Dimanche, 18	28 Mardi, 18	28 Jeudi, 17	28 Samedi, 16
29 Lundi, 19	29 Mercredi, 19	29 Vendredi, 18	29 Dimanche, 17 4 <sup>e</sup> du carême.
30 Mardi, 20	30 Jeudi, 20	30 Samedi, 19	30 Lundi, 18

Le point origine de ce calendrier est fixé au 22 septembre 1792 date de la proclamation de la Première République qui devient le premier jour de l'an I. Pour respecter le système décimal, les 12 mois de l'année sont divisés en trois décades de 10 jours et des jours supplémentaires sont ajoutés en fin d'année pour coïncider avec le cycle solaire. Ce calendrier fut abrogé par Senatus Consulte de Napoléon au 31 décembre 1805.

Le nom des mois fait référence au climat et aux activités agricoles qui leur sont liés, chaque saison étant caractérisée par une terminaison différente : **al** pour le printemps **idor** pour l'été **aire** pour l'automne **ose** pour l'hiver

Peu après l'abandon de ce système, des manuels ont été édités de manière à permettre au grand public qui n'avait pas vraiment adhéré à cette réforme, de pouvoir convertir les dates révolutionnaires dans le calendrier grégorien.

Tableau de concordance des dates du calendrier républicain et du calendrier grégorien, 1819  
ADTB A 877

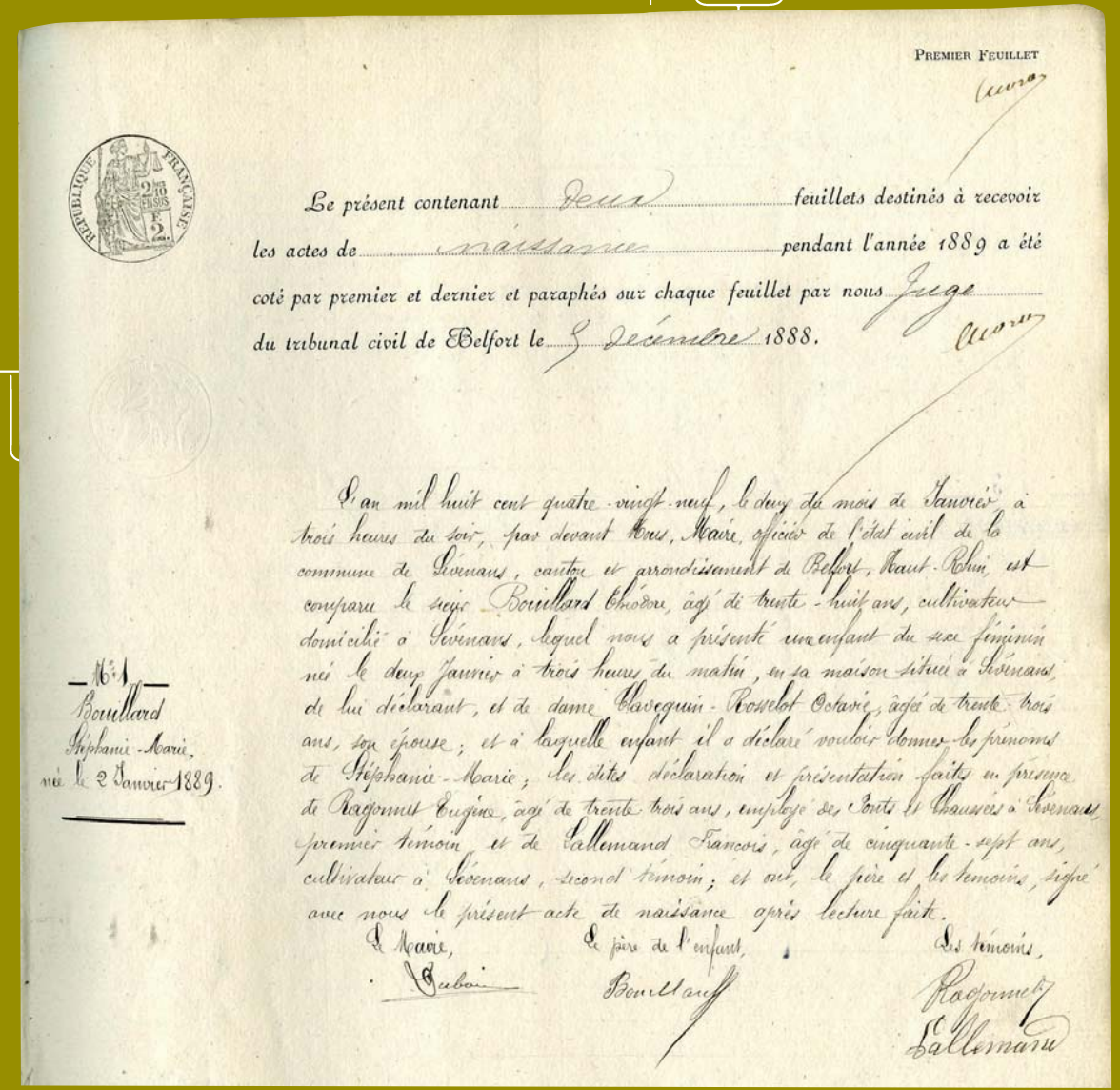


L'ACTE  
DE NAISSANCE

Le document le plus complet est l'acte de naissance car il comporte l'identité de l'enfant mais aussi celle de ses parents, parfois leur lieu de naissance. De plus depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, doit figurer dans la marge des mentions marginales : indication du mariage, du divorce, de la reconnaissance de paternité, de l'adoption, du décès et d'un éventuel changement de nom. On peut s'apercevoir que souvent le prénom habituellement utilisé est le second prénom de l'acte, le premier étant généralement donné en mémoire d'un ancêtre ou du parrain. Avec les signatures on peut percevoir le degré d'instruction des parents et témoins.



Photographie du bébé Octave Valbert, Joncherey, fin XIX<sup>e</sup> siècle  
ADTB 14 fi 1249



Acte de naissance de Stéphanie Bouillard  
née le 2 janvier 1889 à Sévenans  
ADTB 1 E 94 NDM 4

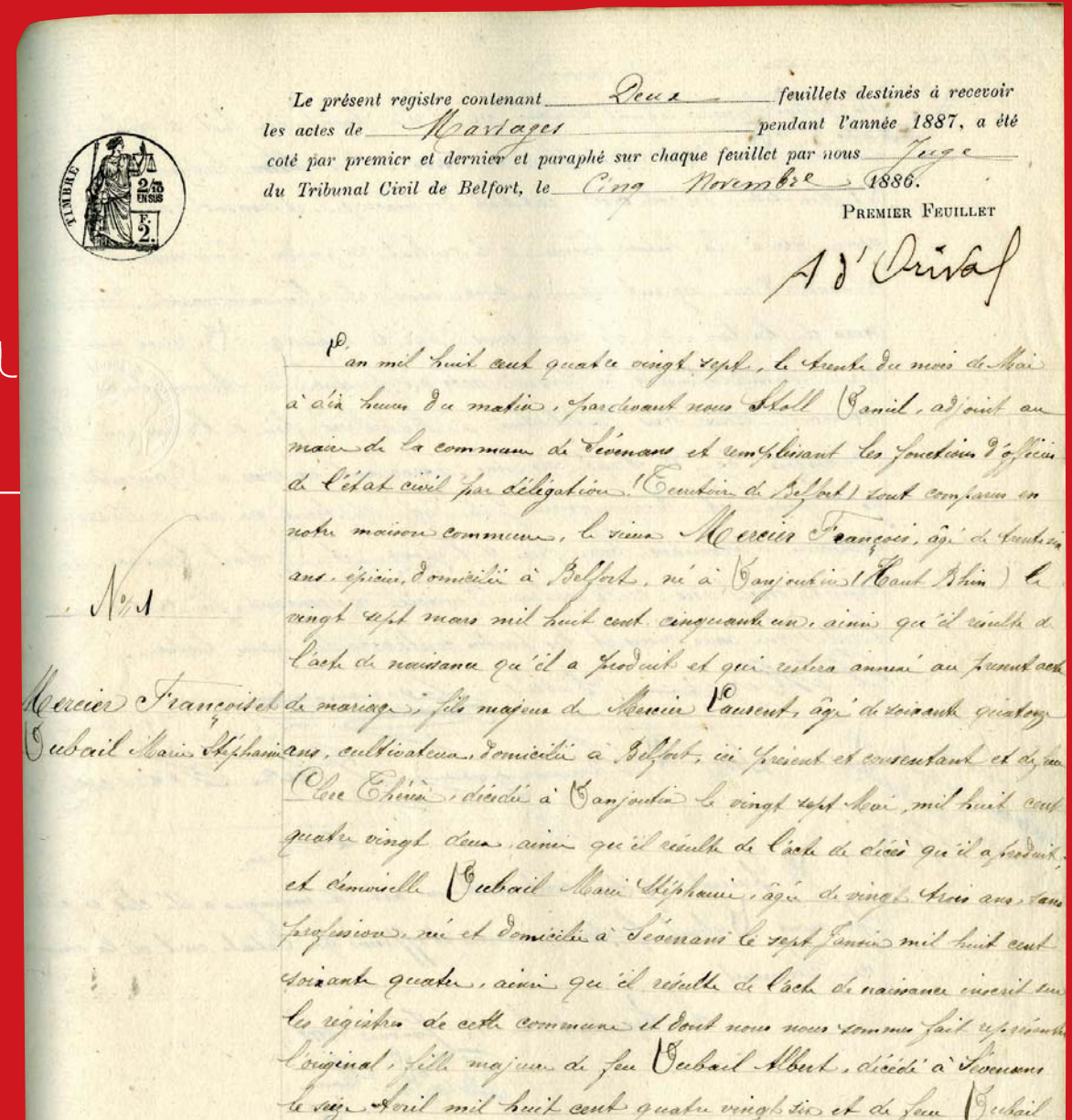


# L'ACTE DE MARIAGE

L'acte de mariage est lui aussi très complet car il reprend l'identité des deux époux mais aussi celui de leurs parents, leur profession, leur adresse, l'identité des témoins. Il indique la date et les lieux de naissance des époux permettant ainsi de remonter à leur acte de naissance. Il porte aussi mention de l'existence d'un contrat de mariage qui peut être retrouvé dans les archives notariales.



Photographie de mariage, fin XIX<sup>e</sup> siècle  
ADTB 14 fi 515



Acte de mariage de François Mercier et Marie Dubail  
le 30 mai 1887 à Sévenans  
ADTB 1 E 94 NDM 4

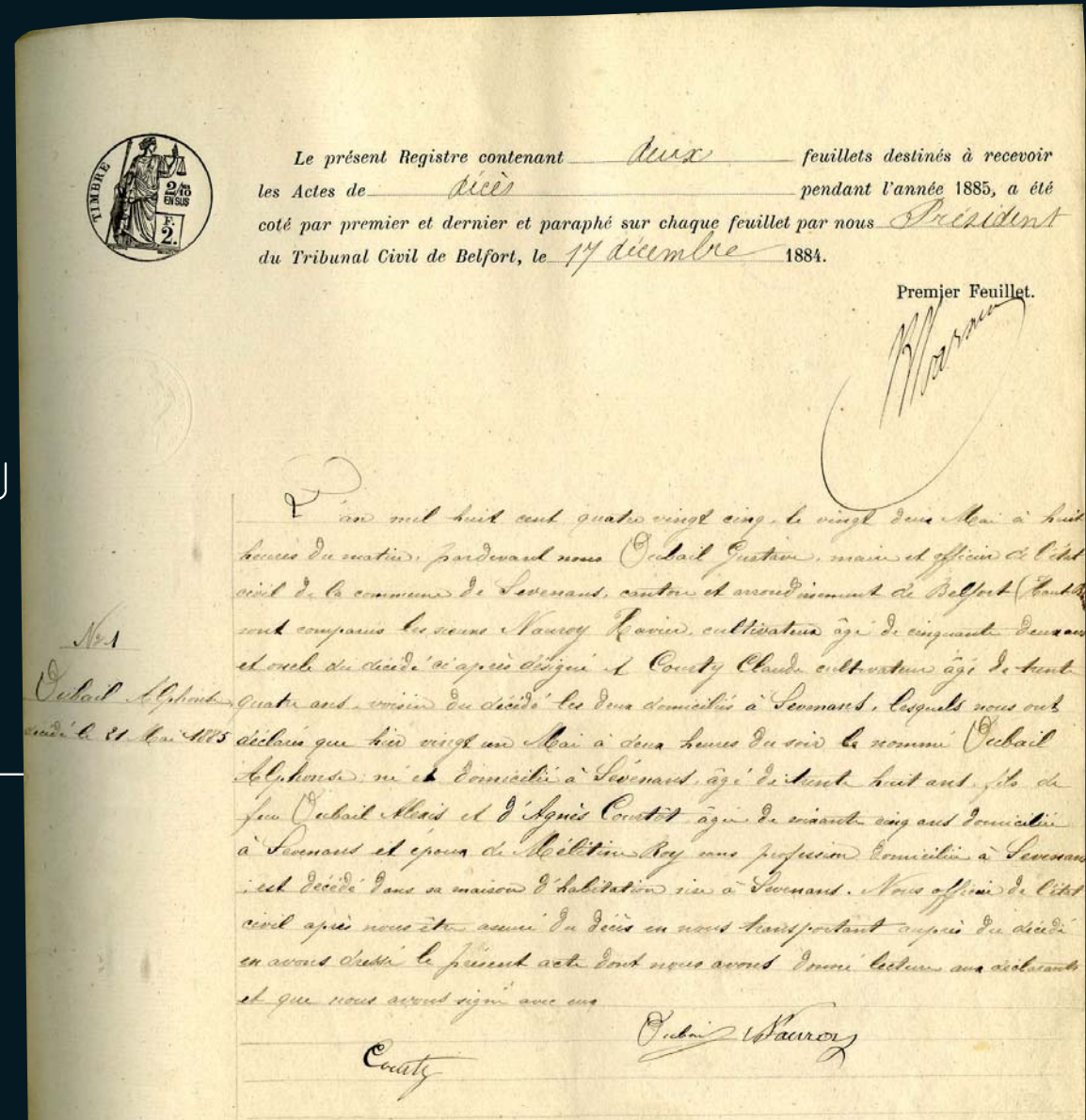


L'ACTE  
DE DÉCÈS

L'acte de décès est le plus succinct : il permet de connaître la date du décès et la date de naissance, parfois le lieu de naissance, parfois aussi le statut matrimonial du défunt, très rarement les circonstances de la mort.



Photographie d'une défunte sur son lit de mort,  
fin XIX<sup>e</sup> siècle  
ADTB 14 fi 970



Acte de décès d'Alphonse Dubail  
décédé le 21 mai 1885 à Sévenans  
ADTB 1 E 94 NDM 4



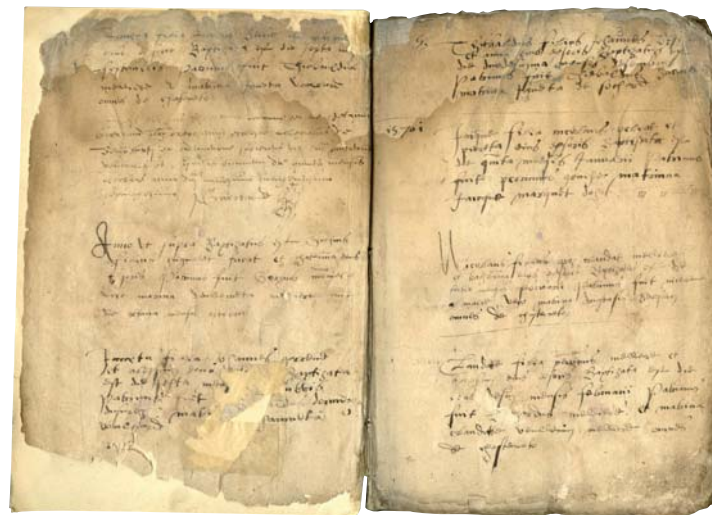
## LES REGISTRES PAROISSIAUX

### (SOUS SÉRIE GG DES ARCHIVES COMMUNALES)

Les autorités religieuses catholiques lors du Concile de Trente en 1563 ont imposé à tous les desservants de paroisse, la tenue des registres de baptêmes et de mariages pour éviter les mariages clandestins. Le pape Paul V, au début du siècle suivant, y ajouta l'obligation de noter la date de l'enterrement.

Les paroisses de l'actuel Territoire de Belfort étaient réparties entre le diocèse de Bâle et celui de Besançon qui, respectivement depuis 1581 et 1591, imposaient la tenue des registres en deux exemplaires, même si cela fut très peu suivi d'effet en pratique. Il existe donc d'importantes lacunes dans certaines paroisses. Ce sont des registres paroissiaux, il faut donc connaître au préalable de quelle paroisse dépendent les villages sans église pour retrouver les actes concernant sa famille.

Les difficultés majeures dans l'utilisation de ces documents résident dans l'écriture difficile à déchiffrer parfois et dans l'usage presque systématique du latin. Le français n'est utilisé qu'à partir des années 1770-1780. Cependant cela ne doit pas freiner la recherche ; en effet se sont des termes simples et récurrents qui sont utilisés.

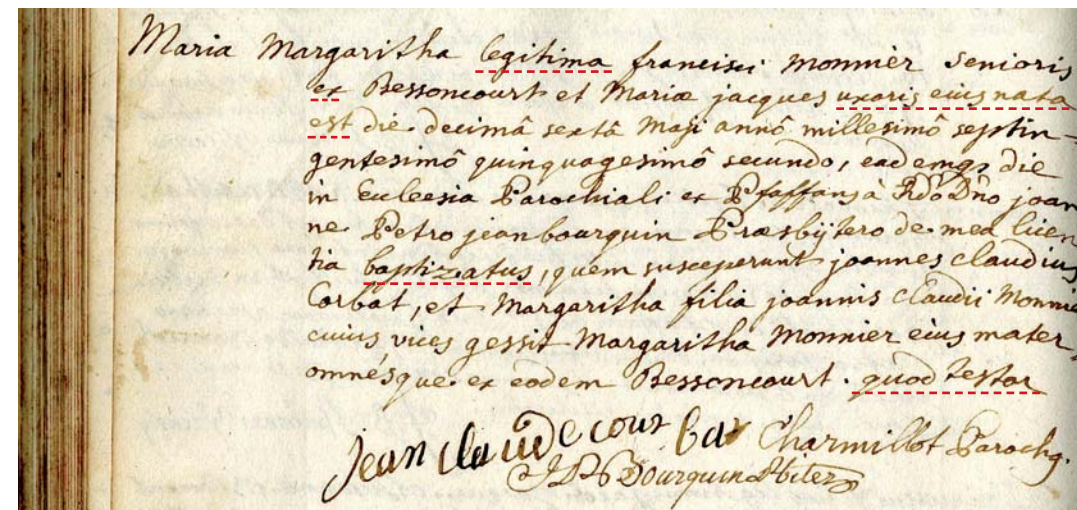


Le plus ancien registre paroissial du département,  
Châtenois les Forges (1570)  
ADTB 22 E dépôt GG 1

## L'ACTE

### DE BAPTÊME

Beaucoup moins complet que l'acte de naissance des registres laïcs, l'acte de baptême se contente de donner la filiation et le nom des parrains et marraines. Le baptême peut survenir quelques jours après la naissance, ce qui est précisé dans l'acte.



Acte de baptême de Marie Marguerite Monnier  
en l'église de Phaffans le 17 mai 1752  
ADTB 80 E dépôt GG 5

**Légitima** : indique un enfant né d'un couple marié si la mère n'avait pas été mariée le curé aurait inscrit **illégitima**  
**Ex** : venant de  
**Uxoris eius** : son épouse  
**Nata est** : est née  
**Baptizatus** : baptisé  
**Quod testat** : ont témoigné



L'ACTE  
DE MARIAGE

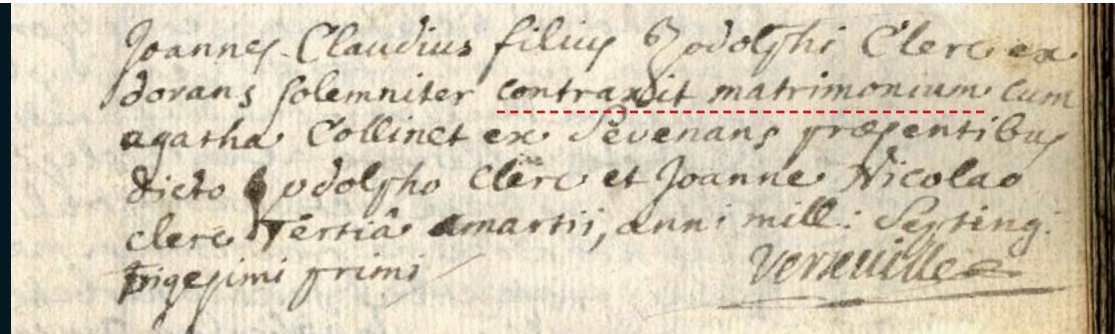
Le curé a la liberté de choisir les formulations pour rédiger l'acte, ce n'est pas aussi codifié et formalisé que les actes de l'état civil de l'État. Ici il a choisi d'écrire *contraxit matrimonium* pour évoquer le mariage, mais on peut trouver aussi la formule *matrimonium contraxerunt*.



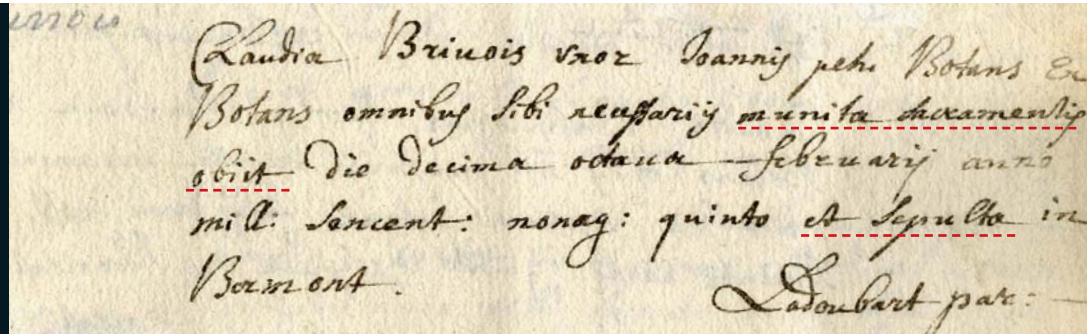
L'église de Bermont  
ADTB 5 fi 142

L'ACTE  
DE SÉPULTURE

L'acte de sépulture comme celui du baptême fait référence à la cérémonie religieuse, le décès a pu survenir quelques jours auparavant. On peut trouver des formulations diverses pour évoquer le même fait.



Acte de mariage de Jean-Claude Clerc et Agathe Collinet  
à l'église de Bermont le 3 mars 1721  
ADTB 11 E dépôt GG 2



Acte de sépulture de Claude Brinois  
à l'église de Bermont le 18 février 1785  
ADTB 11 E dépôt GG 2

*Munita sacramentis* : munie  
des sacrements de l'Eglise  
*Obiit* : est décédé  
*Et sepulta* : a été enterrée



LES RECENSEMENTS

DE POPULATION (SOUS SÉRIE 6 M)

C'est avec le Premier Empire que naissent les recensements systématiques de la population française, d'abord pour les besoins de la conscription militaire. L'intervalle entre deux recensements est fixé à 5 ans. Les premiers réalisés jusqu'en 1831 comportent rarement des listes nominatives, juste des indications numériques ; ils sont donc peu utiles pour établir sa généalogie.

À partir de 1836, le recensement comporte un cahier de listes nominatives qui reprend l'identité de chaque individu résidant dans la commune, avec un certain nombre d'autres renseignements variables selon les années.

Il est à noter qu'en raison de la guerre franco-prussienne, le recensement de 1871 a été repoussé à l'année 1872, et que pour les mêmes raisons de conflit le recensement de 1916 n'a pas eu lieu.

Parmi les apports importants du recensement, il a la perception complète de l'univers familial puisqu'on sait qui vit avec le chef de famille, on peut retrouver sous le même toit des cousins ou des neveux orphelins, des oncles ou tantes veufs, les parents âgés et les domestiques.



Photographie de la famille Pfaender, route de Morvillars à Grandvillars vers 1910  
ADTB 14 fi 632

16	1	Pfaender	Jean	18.02	Henriquet	2	Calochaire	Philippe	
	2	id.	Henriquet	18.03	Henriquet	2	de Joux	id.	
	3	id.	Georges	18.04	Georges	2	de Joux	Georges	1.00.00
	4	id.	Henri	18.05	Henri	2	id.	id.	id.
	5	id.	Henri	18.06	Henri	2	id.	id.	id.
	6	id.	Jean	18.07	Georges	2	de Joux	id.	
	7	id.	Henri	18.08	Henri	2	de Joux	id.	
	8	id.	Henri	18.09	Henri	2	de Joux	id.	
	9	id.	Georges	18.10	Henri	2	id.	id.	
	10	id.	Henri	18.11	Henri	2	id.	id.	
	11	id.	Henri	18.12	Henri	2	id.	id.	

Extrait du recensement de Grandvillars en 1911  
ADTB 6 M 178

Tableau des informations apportées par les cahiers de recensement

	1836	1841	1846	1851	1856	1861	1866	1872	1876	1881	1886	1891	1896	1901	1906	1911	1921	1926	1931	1936
ADRESSE																				
NOM																				
PRÉNOM																				
PROFESSION																				
LIENS FAMILIAUX																				
NOM DU PATRON																				
CÉLIBATAIRE MARIÉ VEUF																				
RELIGION																				
OBSERVATIONS / HANDICAP																				
AGE																				
ANNÉE DE NAISSANCE																				
NATIONALITÉ																				
LIEU DE NAISSANCE																				



(SOUS SÉRIE 1 R)

Sa carrière militaire est ensuite décrite. Les régiments dans lesquels il a été incorporé puis dans lesquels il a fait ses périodes de réserviste sont indiqués. S'il a participé à des conflits, on peut suivre succinctement son parcours sur le front, ses blessures, ses citations et les médailles qui lui ont été décernées. S'il s'est mal conduit, les sanctions de la justice militaire sont également portées.

24

[illegible]

25



## LE NOTARIAT

(SOUS SÉRIE 2 E)



Boîtes d'archives notariales

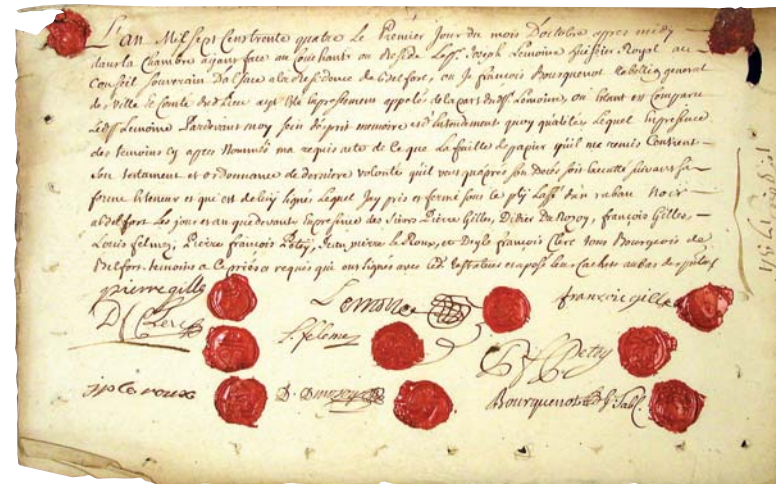
Les minutes notariales sont conservées pour certaines depuis 1546, alors même que les registres paroissiaux de cette époque sont inexistant.

C'est une formidable source sur la vie privée et la vie économique des individus : elles permettent de reconstituer et de voir évoluer les fortunes familiales en suivant les acquisitions, les contrats de mariage, les testaments et les inventaires après décès d'un même individu. Il est possible de reconstruire les liens sociaux et familiaux à la lecture des testaments mais aussi des contrats de vente, d'achats ou d'emprunts.

On peut suivre les évolutions professionnelles car il n'est pas rare de faire enregistrer par le notaire

les contrats d'apprentissage, les constitutions de société, les fermages et baux ruraux.

Les notaires avaient une compétence territoriale : il existe depuis la Restauration dans le Territoire de Belfort deux études dans le canton de Delle, trois études dans le canton de Fontaine (Fontaine, Foussemagne et Lachapelle-sous-Rougemont), deux dans le canton de Giromagny (Giromagny et Rougegoutte), et quatre dans la ville de Belfort.



Enveloppe scellée du testament de Joseph Lemoine, huissier royal à Belfort, 1<sup>er</sup> octobre 1734  
ADTB 2 E 1/156

## L'ENREGISTREMENT

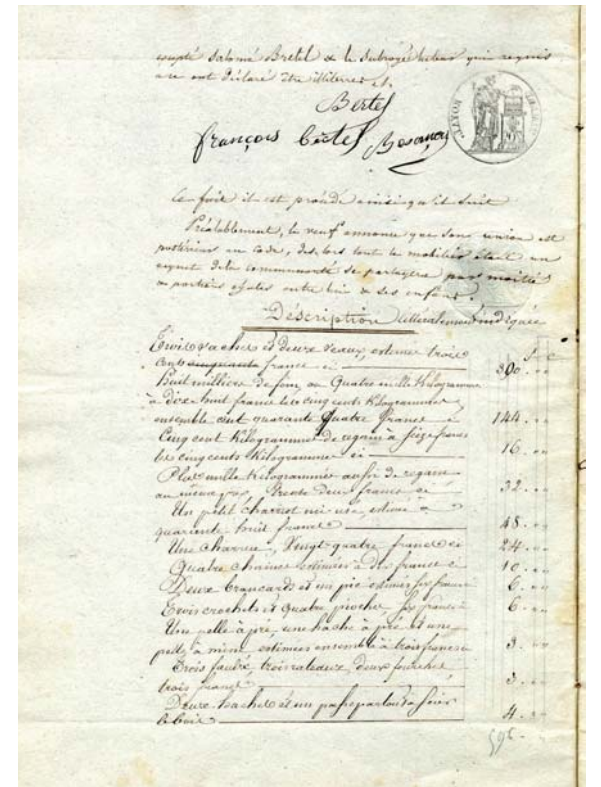
ET LES HYPOTHÈQUES (SOUS SÉRIES 3 Q ET 4 Q)

### L'enregistrement

Ce sont les actes purement volontaires et amiables passés par nos ancêtres, c'est-à-dire les actes des notaires (actes civils publics), les actes sous seing privé et les actes administratifs. Les généalogistes s'intéressent particulièrement aux déclarations de mutations par décès qui donnent des informations sur le lieu de décès, l'âge, la profession, le détail des biens et la liste des héritiers.

### Les hypothèques

Institué par la loi du 11 brumaire an VII, les hypothèques enregistrent les inscriptions des droits d'hypothèques et les actes translatifs de propriété. C'est ce fonds qui est utilisé pour reconstituer l'historique d'une maison.



Inventaire après décès de Pauline Roy d'Essert en 1831  
ADTB 2 E 1/409



## LES SOURCES JUDICIAIRES

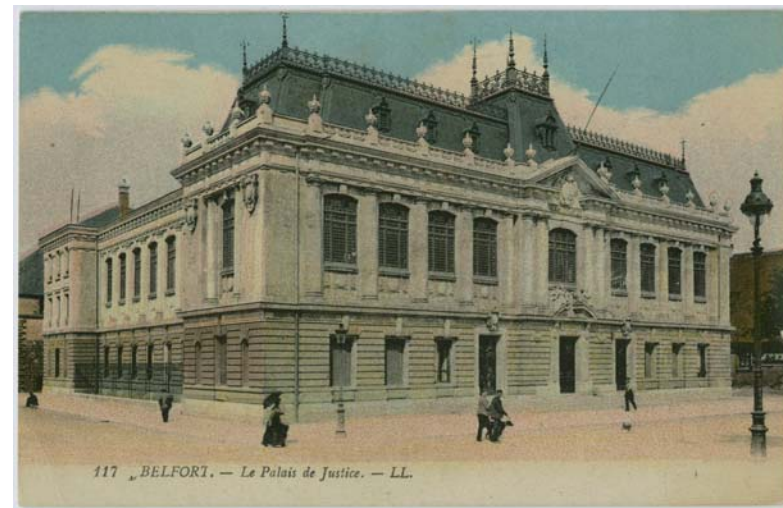
(SÉRIES B ET U)

Remonter sa généalogie réserve parfois quelques découvertes surprenantes et il est tout à fait possible de retrouver la trace d'un aïeul dans les archives judiciaires.

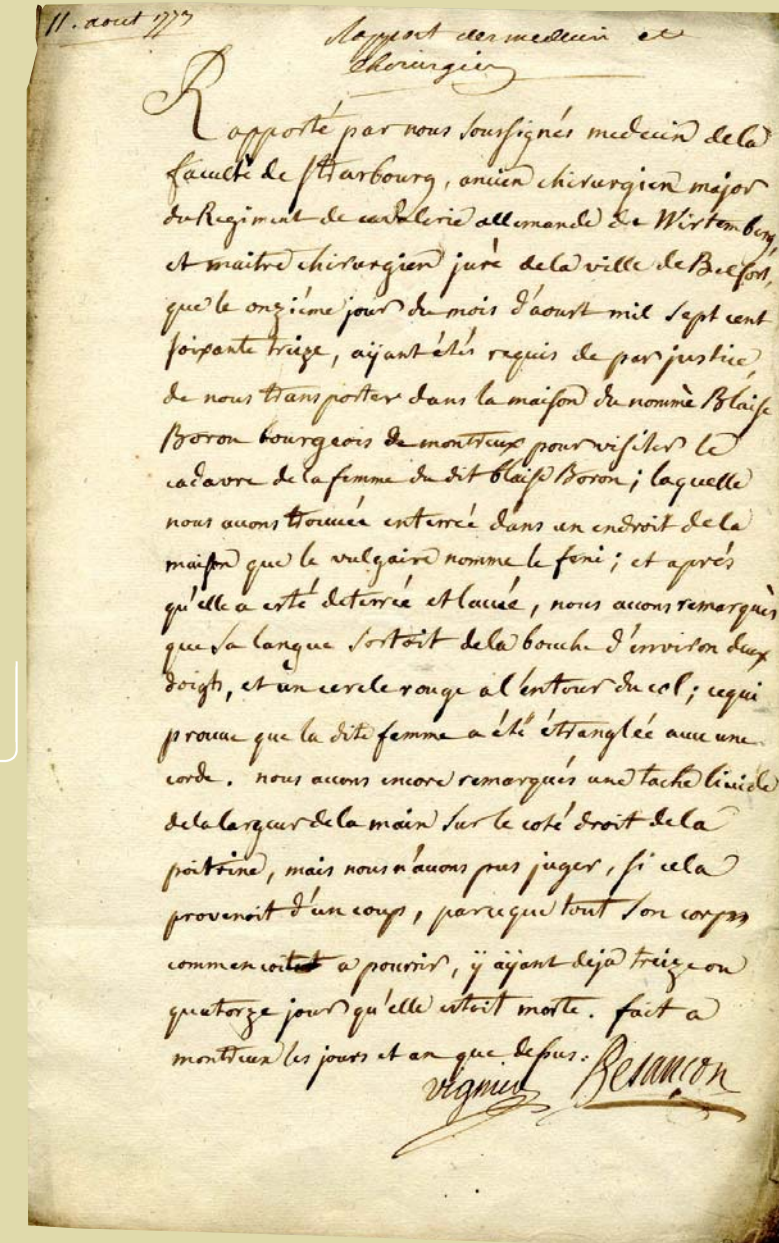
La justice d'Ancien Régime est plus compliquée qu'actuellement : il existe des justices seigneuriales, des justices ecclésiastiques, la justice royale et des justices particulières (comme celle des mines du Rosemont). Il y a de nombreuses lacunes et les dossiers rescapés sont souvent parcellaires. Ils permettent cependant

de retrouver des morceaux de vie et la description des comportements de nos ancêtres, comme les procédures pour réparation d'honneur.

Pour la période post révolutionnaire, les archives sont bien mieux conservées dans la série U. Il est à noter qu'il n'y a pas de cour d'assises dans le Territoire de Belfort. Les crimes commis dans le département étaient jugés à Colmar, puis à Vesoul après 1871.



Le palais de justice de Belfort vers 1910  
ADTB 7 fi 592

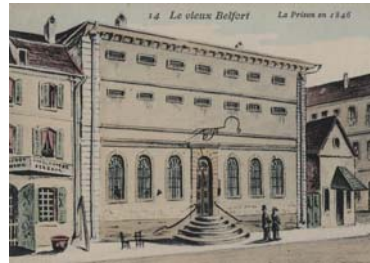


Procédure d'enquête après la découverte  
d'un cadavre à Montreux en 1773  
ADTB 19 B 133



LES REGISTRES D'ÉCROU  
(SOUS SÉRIE 2 Y)

Autres archives judiciaires : les registres d'écrou de la prison de Belfort. Cette série est presque complète depuis 1790. Ils permettent de connaître les dates pendant lesquelles un individu est resté incarcéré à Belfort, ce qu'il portait et pour quelle raison il a été emprisonné.



*La prison de Belfort  
en 1846*  
ADTB 7 Fi 1088

SIMÉRIEN	NOM ET PRÉNOM	DESCRIPTION	ACTES DE REVISE	TRANSCRIPTION	DATE	DESCRIPTION	CHANGEMENTS
THÈME	EST CIVIL	DES ÉTENDUS	DE DÉCÈS	DES ACTES DE REVISE	DES CHANGEMENTS	DES CHANGEMENTS	DES CHANGEMENTS
	DE DÉCÈS	DES ÉTENDUS	DE DÉCÈS	DES ACTES DE REVISE	DES CHANGEMENTS	DES CHANGEMENTS	DES CHANGEMENTS
1	Voisinich	1	1	1	1	1	1
2	Voisinich	2	2	2	2	2	2
3	Voisinich	3	3	3	3	3	3
4	Voisinich	4	4	4	4	4	4
5	Voisinich	5	5	5	5	5	5
6	Voisinich	6	6	6	6	6	6
7	Voisinich	7	7	7	7	7	7
8	Voisinich	8	8	8	8	8	8
9	Voisinich	9	9	9	9	9	9
10	Voisinich	10	10	10	10	10	10
11	Voisinich	11	11	11	11	11	11
12	Voisinich	12	12	12	12	12	12
13	Voisinich	13	13	13	13	13	13
14	Voisinich	14	14	14	14	14	14
15	Voisinich	15	15	15	15	15	15
16	Voisinich	16	16	16	16	16	16
17	Voisinich	17	17	17	17	17	17
18	Voisinich	18	18	18	18	18	18
19	Voisinich	19	19	19	19	19	19
20	Voisinich	20	20	20	20	20	20
21	Voisinich	21	21	21	21	21	21
22	Voisinich	22	22	22	22	22	22
23	Voisinich	23	23	23	23	23	23
24	Voisinich	24	24	24	24	24	24
25	Voisinich	25	25	25	25	25	25
26	Voisinich	26	26	26	26	26	26
27	Voisinich	27	27	27	27	27	27
28	Voisinich	28	28	28	28	28	28
29	Voisinich	29	29	29	29	29	29
30	Voisinich	30	30	30	30	30	30
31	Voisinich	31	31	31	31	31	31
32	Voisinich	32	32	32	32	32	32
33	Voisinich	33	33	33	33	33	33
34	Voisinich	34	34	34	34	34	34
35	Voisinich	35	35	35	35	35	35
36	Voisinich	36	36	36	36	36	36
37	Voisinich	37	37	37	37	37	37
38	Voisinich	38	38	38	38	38	38
39	Voisinich	39	39	39	39	39	39
40	Voisinich	40	40	40	40	40	40
41	Voisinich	41	41	41	41	41	41
42	Voisinich	42	42	42	42	42	42
43	Voisinich	43	43	43	43	43	43
44	Voisinich	44	44	44	44	44	44
45	Voisinich	45	45	45	45	45	45
46	Voisinich	46	46	46	46	46	46
47	Voisinich	47	47	47	47	47	47
48	Voisinich	48	48	48	48	48	48
49	Voisinich	49	49	49	49	49	49
50	Voisinich	50	50	50	50	50	50
51	Voisinich	51	51	51	51	51	51
52	Voisinich	52	52	52	52	52	52
53	Voisinich	53	53	53	53	53	53
54	Voisinich	54	54	54	54	54	54

Écrou d'Emile Voisinnet le 7 août 1908 à la prison de Belfort  
ADTB 2 Y 312

**LES DOSSIERS**  
**DE SURVEILLANCE POLICIÈRE**  
**(SOUS SÉRIES 1 M ET 4 M)**

DE SURVEILLANCE POLICIÈRE  
(SOUS SÉRIES 1 M ET 4 M)

Les archives préfectorales conservent les rapports et les dossiers de police transmis au préfet. On peut retrouver la trace des individus suivis, surveillés et signalés au préfet en raison de leurs actions ou de leurs idées politiques et syndicales ; mais aussi les dossiers de groupes entiers de la population qui étaient particulièrement surveillés en raison de leur comportement jugé susceptible de poser problème comme les nomades ou les prostituées. Cela peut permettre de mieux connaître les opinions de ses ancêtres.

Annexe à la circulaire du 30 Janvier 1909.

Préfecture de *Bellevue*

CONFIDENTIELLE.

NOTICE INDIVIDUELLE

ETABLIE LE *4 juin 1913*

-----

NOM *Gaby*  
PRÉNOM *André Louis*  
SURNOM  
NATIONALITE *français*  
DOMICILE *Paris*  
RESIDENCE HABITUELLE *Paris*  
PROFESSION *marinier*

ETAT CIVIL.

NÉ LE *5 Janvier 1894*  
A *Paris*  
Fils de *André Louis*  
ET DE *Marie Louise*  
Océanographie, MARIE ou VEUVE

SIGNALEMENT

TAILLE *1m 65* FRONT *environ 16cm* HENTON *Saillant*  
OUVREUX *ordonné* YEUX *bleus* VISCAGE *ordinaire*  
SOURCILS *en* NEZ *by nas* TÊTE *ordonnée*  
BARBE BOUCHE *ordinaire* COMPULENCE *ordinaire*

SIGNES PARTICULIERS :

Motifs de l'inscription et renseignements divers :

*affilié à la grande section  
a fait au moment d'être  
nommé l'apologie de son  
antimilitarisme ordinaire.*

*Pièce d'un dossier de surveillance d'Achille Gabry en 1913*  
ADTB 1 M 182



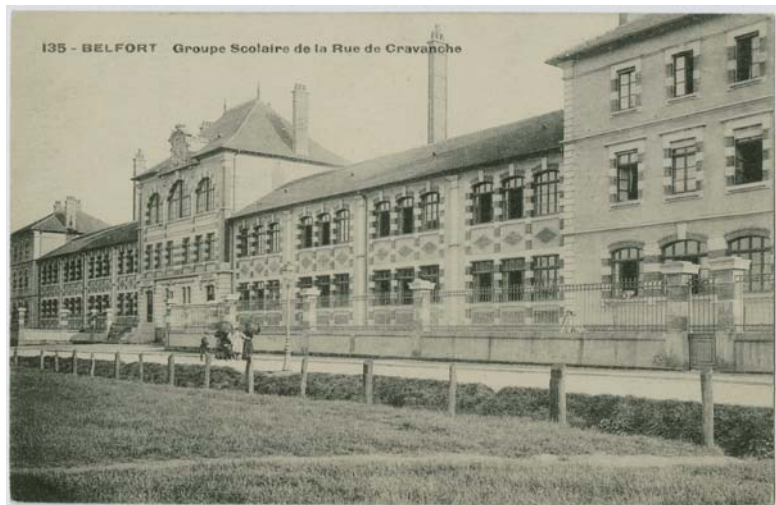
## LES DOSSIERS

### DE PERSONNEL

Si l'un de vos ancêtres a été fonctionnaire, il est possible d'en apprendre un peu plus sur lui dans les archives des services administratifs à travers son dossier de carrière. Il est possible de retrouver les dossiers de carrière des fonctionnaires de la préfecture, des impôts, des postes et télégraphes, des ponts et chaussées, des débitants de tabacs et de boissons, des instituteurs, des gardiens de prison. Il est même possible de retrouver les dossiers de carrière des ministres du culte puisque jusqu'en 1905 les curés, pasteurs et rabbins étaient assimilés à des fonctionnaires et rémunérés par l'État.

Il existe d'autres types de dossiers à caractère personnel mais ne reflétant pas une carrière complète comme les dossiers préparés pour décerner une médaille ou les cartes d'anciens combattants. Cela peut permettre d'éclairer un peu plus la vie de nos ancêtres.

Les dossiers de personnel des fonctionnaires ne sont pas tous de la même qualité et n'apportent pas toujours beaucoup de renseignements car ce sont souvent des doubles du dossier constitué au ministère qui employait l'individu.



École de la rue de Cravanche  
ADTB 7 fi 603

[illegible]

Dossier de carrière de l'instituteur Raymond Aubert  
ADBT 1 T 50



## UN ANCÊTRE JUIF

### AVANT LA RÉVOLUTION

Seuls les catholiques et les protestants disposaient de registres paroissiaux sur lesquels étaient consignés les actes religieux qui rythmaient une vie : le baptême, le mariage et la sépulture dans un cimetière chrétien. Les sujets du roi de confession juive étaient exclus de ces registres. On peut cependant retrouver partiellement une trace de leur existence au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle à Foussemagne, seule commune où ils étaient autorisés à résider en cherchant dans les actes notariés et les registres de la justice.

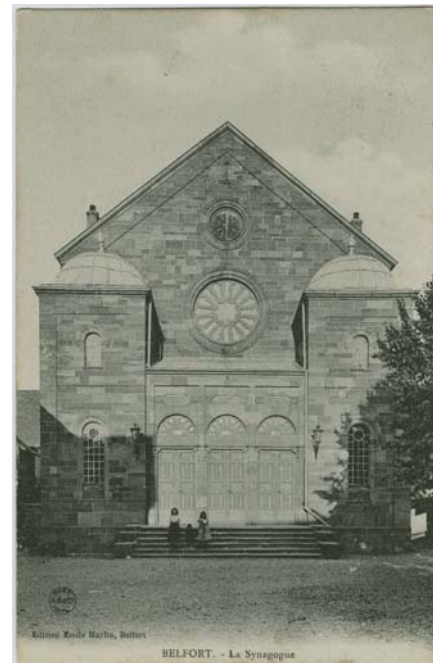
Un recensement général des juifs d'Alsace a eu lieu en 1784 : c'est la seule liste nominative de la population juive dans le département avant 1789.

En 1808 pour fixer définitivement les noms patronymiques des familles juives, Napoléon impose

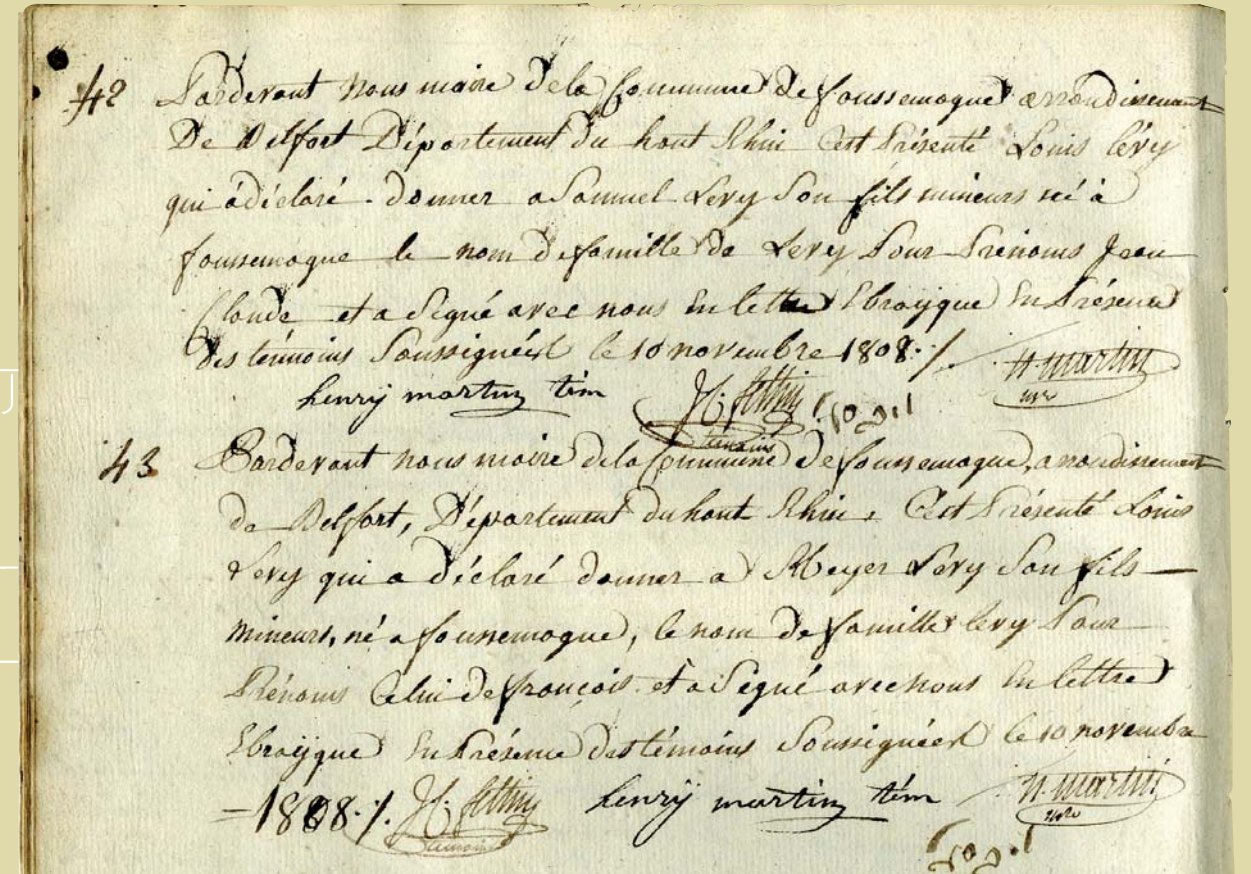


La synagogue de Foussemagne  
ADTB 7 fi 1885

l'enregistrement systématique de ces noms dans un cahier particulier au service de l'état civil. Il en existe deux dans le Territoire de Belfort : un à Belfort et l'autre à Foussemagne. Ils donnent la liste de la population juive dans ces deux localités en 1808.



La synagogue de Belfort  
ADTB 7 fi 722



Page du registre de déclaration de noms de famille  
des juifs résidant à Foussemagne en 1808  
ADTB 1 E 49/ NJ 1



## UN ANCÊTRE

### VENU DE L'ÉTRANGER (SÉRIE J DES ARCHIVES COMMUNALES)

Retrouver la trace première d'un ancêtre venu de l'étranger n'est pas forcément aisé, d'autant moins que jusque dans les années 1880 les étrangers n'ont pas l'obligation de faire enregistrer leur présence sur le sol français. À partir de 1888 cela devient obligatoire.

Il existe donc dans chaque commune un registre des étrangers sur lequel le nouvel arrivant déclare son identité, ses origines géographiques, sa filiation et sa famille ainsi que sa profession.



Le village de Bessoncourt  
ADTB 7 fi 1537

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
N° 243  
DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN  
TERRITOIRE DE BELFORT  
Commune de Bessoncourt

### REGISTRE D'IMMATRICULATION

En exécution de la loi du 8 août 1893 par devant nous, Maire de la commune de Bessoncourt (Territoire de Belfort),

S'est présenté le Sieur :

Nom et prénoms Emile  
Lieu de naissance Sumirago, province de Milan  
Date de la naissance le 7 juillet 1876  
Nationalité italienne  
Fils de Angelo  
Et de Canziana Louis  
Marié ou veuf }  
Marié à (1) }  
Enfants (2) 1 }  
2 }  
3 }

lequel nous a déclaré être arrivé le 3 juin 1896 dans cette commune pour y exercer (3) la profession de terrassier  
Il a justifié de son identité conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi, en produisant à l'appui de sa déclaration (4) récépissé de permis de séjour délivré par la préfecture de Delémont (Suisse) le 6 mars 1896 (Maire de Delémont)

Fait à Bessoncourt, le 3 juin 1896.

Signature du déclarant, Le Maire,  
Emile

Sceau de la Mairie

(1) Nom, prénoms, âge et nationalité de la femme.  
(2) Nom, prénoms, sexe, âge et nationalité de chacun des enfants mineurs.  
(3) Indiquer la nature de la profession, du commerce ou de l'industrie que l'étranger compte exercer.  
(4) Indiquer la nature des pièces justificatives produites à l'appui de la déclaration.

Inscription d'Emile Tonelli, terrassier  
italien installé à Bessoncourt en 1896  
ADTB 12 E dépôt 211



LES DOSSIERS

DE NATURALISATION (SOUS SÉRIE 6 M)

Dans les archives de la préfecture, il existe une autre source concernant les étrangers : leur dossier de naturalisation ou leur dossier de résident étranger.

On trouve là aussi de nombreux détails sur les origines géographiques et familiales, sur la résidence, le travail en France et la famille fondée.



La préfecture de Belfort au début du XX<sup>e</sup> siècle  
ADTB 25 fi 116

PRÉFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

**DEMANDE DE NATURALISATION**  
FORMÉE en VERTU de la LOI du 10 AOUT 1927 (Art. 6, § )

**NOTICE DE RENSEIGNEMENTS**

I. — ÉTAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

MARI		FEMME	
Nom :	<i>Foiadelli</i>	Nom :	<i>Roch</i>
Prénoms :	<i>Angelo Costante</i>	Prénoms :	<i>Emilie</i>
Né à :	<i>Stezzano (Italie)</i>	Née à :	<i>Belfort (2<sup>e</sup> de Belfort)</i>
le :	<i>21 Avril 1908</i>	le :	<i>16 Aoi 1913</i>
Nationalité :	<i>Italienne</i>	Nationalité :	<i>Française</i>
Profession :	<i>Conteur de charmes</i>	Profession :	<i>Sans</i>
Domicile :	<i>Bailliars Mésire</i>	Domicile :	<i>Bailliars Mésire</i>
Rue :	<i>Quartier de la Fabrique N° 11</i>	Rue :	<i>Quartier de la Fabrique N° 11</i>
Mariés le :		a :	
<i>14 Janvier 1933</i>		<i>Bailliars (T<sup>re</sup> de Belfort)</i>	

	NOMS et PRÉNOMS DE L'INTÉRESSÉ et de son conjoint, le cas échéant	DATE	NATIONALITÉ	PROFESSION	ADRESSE (2)
		LIEU DE NAISSANCE	(1)		
ENFANTS	Enfants majeurs.....				
	Enfants mineurs.....	<i>Foiadelli Bernard Pierre Angel</i>	<i>9 juillet 1933 Belfort</i>	<i>Française</i>	<i>(né en France de mère française)</i>
PARENTS	Père du postulant....	<i>Foiadelli Pascal</i>	<i>21 Avril 1874</i>	<i>Italienne</i>	<i>Commerçant Stezzano (Italie)</i>
	Mère du postulant...	<i>Simonta Carolina</i>	<i>Campagna (Italie)</i>	<i>d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>
	Père de la postulante.	<i>Roch Augustin</i>		<i>Française</i>	<i>Sans St. Gilles (Jura)</i>
	Mère de la postulante.				
FRÈRES & SŒURS	Du postulant.....	<i>Foiadelli Jean</i>	<i>27 ans Stezzano</i>	<i>Italienne</i>	<i>Stezzano</i>
		<i>d<sup>e</sup> Catherine</i>	<i>33 d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>
		<i>d<sup>e</sup> André</i>	<i>19 d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>
		<i>d<sup>e</sup> Jarius</i>	<i>14 d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>
		<i>d<sup>e</sup> Lucie</i>	<i>13 d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>	<i>d<sup>e</sup></i>

(1) S'ils sont français, préciser les dispositions de notre loi en vertu desquelles ils ont acquis notre nationalité.  
(2) En ce qui concerne les enfants, indiquer s'ils vivent avec leurs parents. Dans le cas de la négative, indiquer l'adresse de la personne chez qui ils sont élevés

Première page d'un dossier de naturalisation  
ADTB 6 M 335



## DES ANCÊTRES ALSACIENS

(SOUS SÉRIE 6 M)

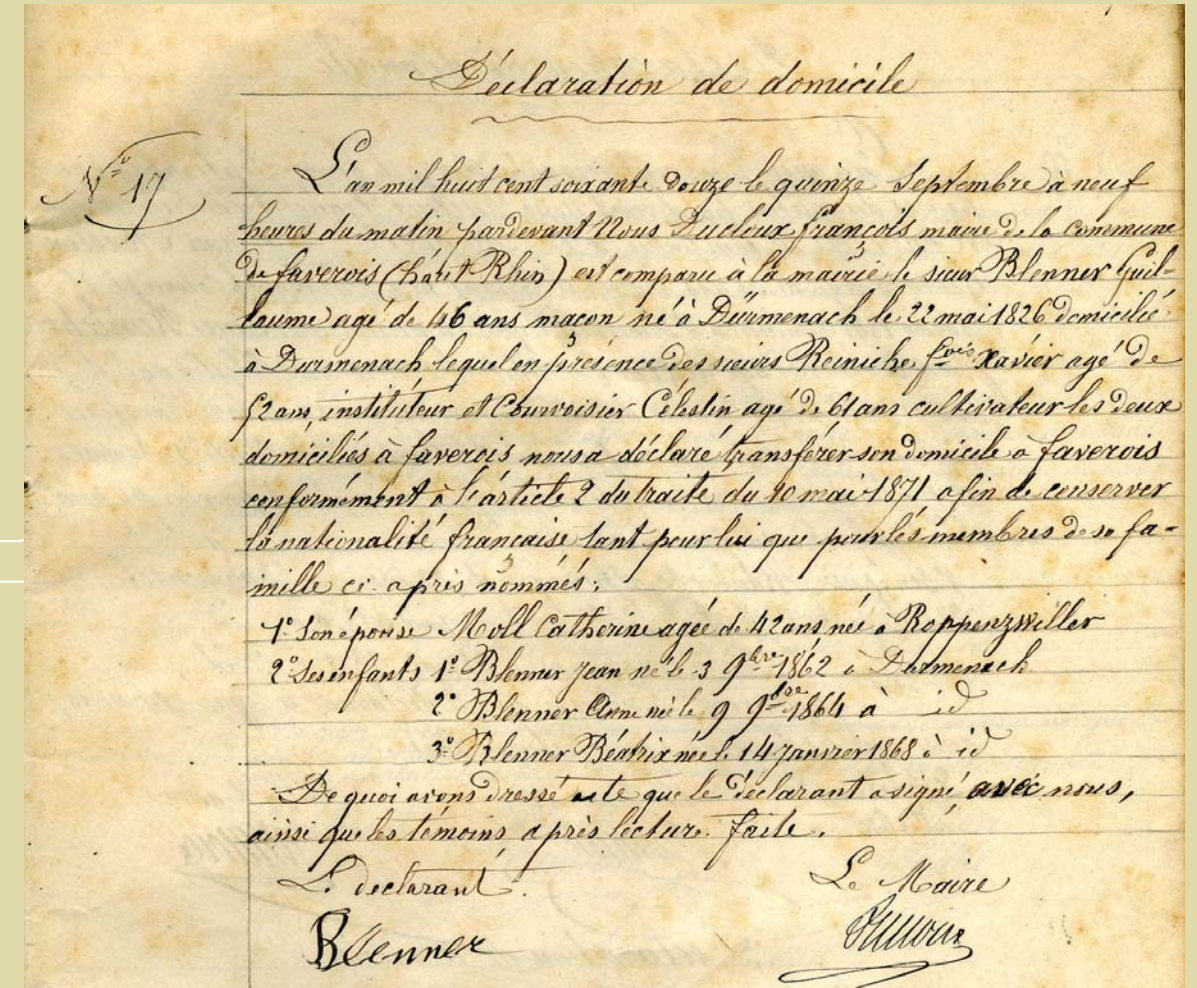
La guerre franco-prussienne de 1870-1871 et ses conséquences en Alsace ont laissé des sources généalogiques et familiales dans les archives du Territoire de Belfort.

En effet le traité de Francfort de 1871 annexe au Reich allemand l'Alsace sauf 106 communes de l'ancien arrondissement de Belfort. Les habitants de l'Alsace annexée et de la Moselle ont la possibilité de rester Français s'ils le souhaitent. Pour cela ils doivent quitter leur région natale, venir s'installer en France et déclarer leur volonté d'opter pour la nationalité française. Cette possibilité leur est offerte jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1872. Ainsi dans les communes du Territoire de Belfort les maires vont ouvrir des registres d'option où les Alsaciens vont se faire inscrire pour demeurer Français.

Après cette date, les Alsaciens venant s'installer dans la région sont donc considérés comme sujets allemands. S'ils veulent retrouver leur nationalité française, il leur faut entamer une procédure de réintégration dans la nationalité. Ces dossiers étaient traités par le même bureau que les demandes de naturalisation et sont conservés dans les archives préfectorales.



Portrait de Charles Schick, boucher  
né en 1858 à Wattwiller, réfugié à Delle  
ADTB 14 fi 1060



Option pour la nationalité française de Guillaume Blenner  
et sa famille le 15 septembre 1872  
ADTB 43 E dépôt 2 J 3

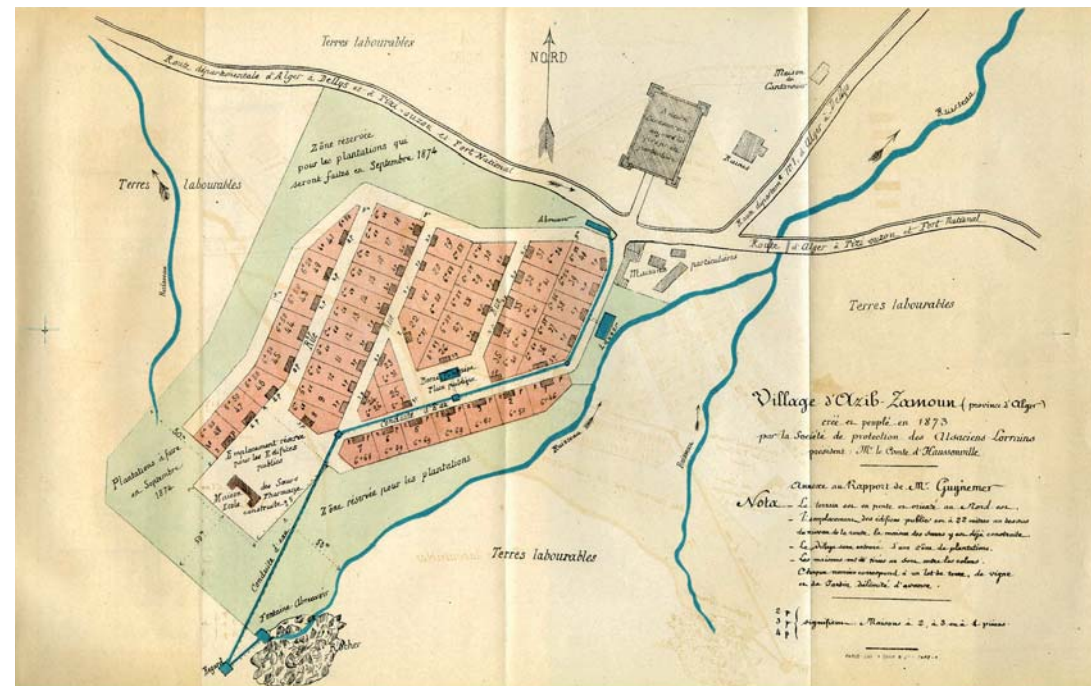


## LES ALSACIENS

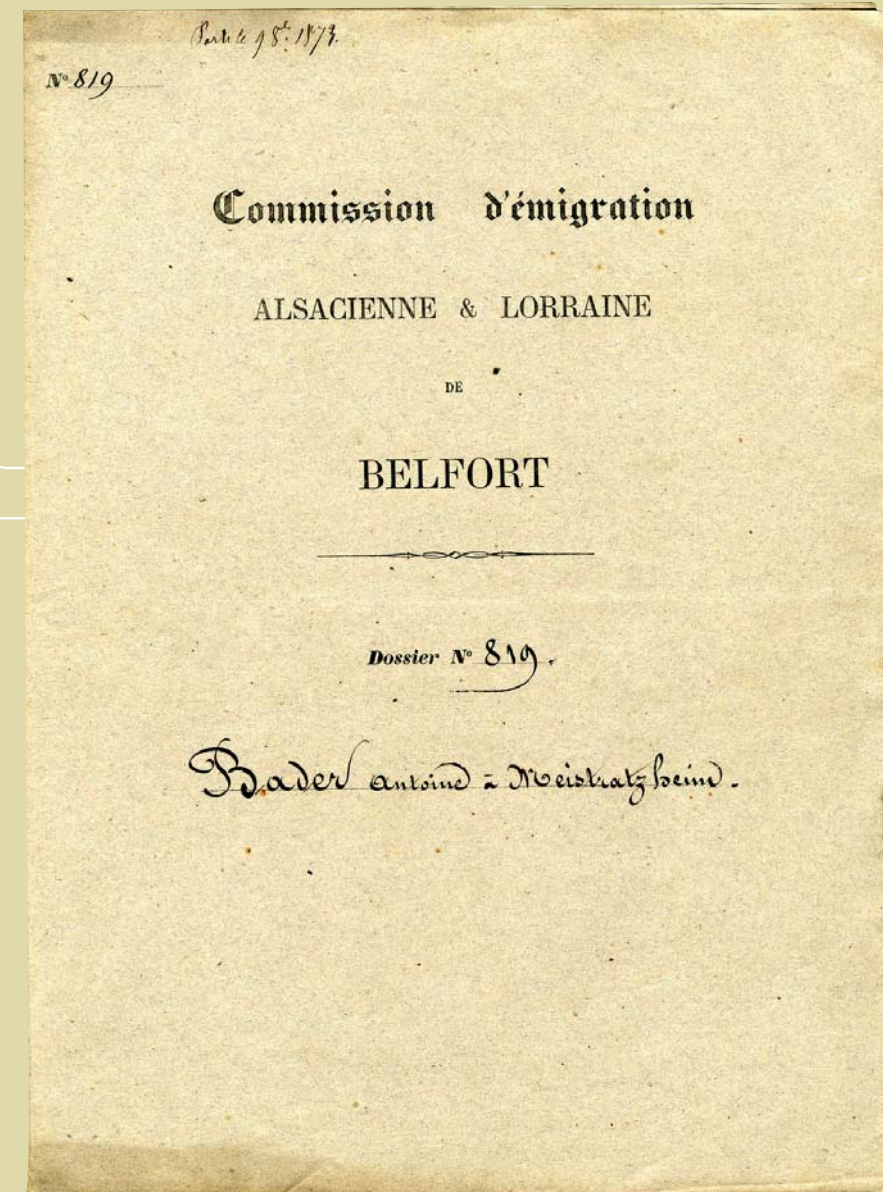
### ÉMIGRÉS EN ALGÉRIE (SOUS SÉRIE 6 M)

Une troisième source s'ouvre également aux chercheurs : les dossiers d'émigration vers l'Algérie. Une commission d'émigration se met en place à Belfort dès septembre 1871 : elle a pour but d'aider les Alsaciens et Lorrains qui le souhaitent à émigrer vers l'Algérie où des concessions de terres agricoles leurs sont offertes.

Il subsiste donc l'instruction de ces dossiers de demande avec de nombreux renseignements tant sur la vie de ces réfugiés avant leur départ d'Alsace, que sur leur famille et la destination choisie en Algérie.



Plan d'un village agricole alsacien près d'Alger en 1873  
ADTB 1 J 38



Dossier de demande de concession de terre en Algérie  
pour la famille Bader  
ADTB 6 M 280







CATALOGUE DE L'EXPOSITION CONÇUE PAR  
LES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU TERRITOIRE DE BELFORT  
SOUS LA DIRECTION DE JEAN-CHRISTOPHE TAMBORINI

Textes:

Jean-Christian PEREIRA

Jean-Christophe TAMBORINI

Numérisation des images :

Olivier BILLOT

Conception et scénographie :

Agence Contexte

Impression du catalogue :

Ott imprimeurs